



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de la Directrice générale de l'UNESCO

Irina Bokova,

à l'occasion de la Conférence de l'Université des Nations Unies

« Réflexion sur le patrimoine et les conflits »

UNESCO, le 12 juin 2014

Monsieur Luk Van Langenhove, Directeur de l'Institut des études Comparées d'Intégration régionale à l'Université des Nations Unies,

M. Rondeau, cher Daniel, Représentant de l'ONU auprès de l'UNESCO, ancien Ambassadeur Délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO,

M. Jean-Marie le Clézio, écrivain et Prix Nobel,

M. le Professeur Badie,

Mesdames et Messieurs,

Soyez les bienvenus à l'UNESCO, pour une nouvelle conférence organisée avec l'Université des Nations Unies.

La Conférence d'aujourd'hui, prévue de longue date, revêt ce matin une actualité tragique alors que nous sommes les témoins d'une évolution extrêmement préoccupante de la situation en Iraq.

La violence sectaire met de nouveau à feu et à sang ce pays déjà durement éprouvé.

Les groupes terroristes – parmi lesquels l'Etat Islamique de l'Iraq et du Levant – sont à présent aux portes de Samarra, ville au patrimoine et à l'identité culturelle particulièrement riche et plurielle.

Rappelons-nous : en 2006, l'attaque contre le mausolée de al-Askari, l'un des lieux saints les plus significatifs pour les chiites, situé au cœur même de la vieille ville de Samarra majoritairement sunnite, avait déclenché une vague de violence sectaire sans précédent, et le déplacement de centaines de milliers de sunnites, chiites et chrétiens.

C'est une nouvelle preuve que la protection du patrimoine culturel dans les conflits armés n'est pas qu'un enjeu de sauvegarde des vieux monuments : elle est inséparable et irréductiblement liée à la vie des sociétés, et c'est d'abord un enjeu humain.

Sauvegarder le patrimoine, c'est aussi et surtout sauver des vies, prévenir la souffrance humaine et protéger la dignité humaine. Le patrimoine est notre ultime rempart contre la violence et contre la barbarie, et c'est le message clé que je voudrais partager avec vous ce matin.

La Conférence d'aujourd'hui apparaît bien ainsi comme le prolongement logique de la journée d'étude sur Les Guerres du 21^{ème} siècle au moins de février dernier.

Les attaques envers la culture et le patrimoine sont devenues malheureusement un aspect essentiel des guerres contemporaines.

A travers le monde, les conflits de ces dernières années ont littéralement pris le patrimoine en otage et ont causé un appauvrissement alarmant de notre diversité culturelle.

L'exemple de la crise syrienne nous montre aujourd'hui de façon tragique que le désastre culturel est inséparable de la tragédie humanitaire : on détruit en même temps les vies et le patrimoine qui porte les identités et l'histoire d'un peuple.

En Afghanistan, en 2001, c'est la destruction des Bouddhas de Bamiyan, qui a accéléré la prise de conscience du fanatisme des Talibans, et marqué un point de non-retour vers la violence.

Dans les années 1990 en Europe du Sud-Est, à Sarajevo, les belligérants ont commencé par arracher les plaques des rues, à détruire les symboles du vivre ensemble, pour alimenter l'escalade de la guerre.

En Iraq, en Libye, au Mali, le même mécanisme s'est reproduit.

Les destructions du patrimoine ne sont pas des dommages collatéraux, mais le résultat d'attaques délibérées pour affaiblir les repères sociaux, semer la terreur et asservir les peuples.

C'est pour cette raison que la protection du patrimoine est inséparable de la protection des vies humaines, et doit être intégrée dans les opérations d'urgence.

Face à cette menace, notre réponse doit être ferme et j'y insiste d'autant plus que nous célébrons cette année le 60ème anniversaire de la *Convention de La Haye pour la protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé, adopté en 1954*.

Cette Convention a posé certains des principes fondateurs de la coopération internationale, et notamment l'idée que les atteintes portées aux biens culturels, à quelque peuple qu'ils appartiennent, sont des atteintes au patrimoine culturel de l'humanité entière, car chaque peuple apporte sa contribution à la culture universelle.

Cette idée fondatrice sera développée dans la Convention du patrimoine mondial, adoptée plus tard en 1972, et nous en sommes les héritiers directs.

Notre rôle consiste à faire vivre cette idée, en adaptant les outils aux exigences de notre temps.

Il s'agit d'abord de prévenir les destructions et de préparer les professionnels et les citoyens à la préservation de leur patrimoine commun en temps de paix.

L'expérience montre que lorsque nous disposons d'inventaires complets de collection de musées ou de sites archéologiques, réalisés en temps de paix, nous

pouvons agir de manière efficace contre le trafic illicite, très actif en temps de guerre.

Il s'agit aussi, pendant les conflits, de protéger ce qui peut l'être, de rappeler les obligations fondamentales des Etats et des parties en conflit en matière de protection du patrimoine culturel, et de mobiliser les organisations des douanes, les marchés de l'art, pour endiguer le cancer du pillage de ceux qui cherchent à faire commerce de la mémoire des peuples.

Il s'agit de lutter contre l'impunité – car la destruction intentionnelle de monuments historiques est un crime de guerre, comme l'est la destruction d'hôpitaux ou d'écoles, au titre des Statuts de la Cour Pénale Internationale. C'est aussi le sens du deuxième protocole à la Convention de La Haye, adopté en 1999 qui met en place un système de protection renforcé.

L'UNESCO intervient pour sauvegarder, protéger, et éventuellement reconstruire après le conflit.

La réhabilitation matérielle est un travail à forte valeur symbolique.

Au Mali, où l'UNESCO œuvre à la réhabilitation des mausolées de Tombouctou, nous voyons qu'à travers le patrimoine, c'est tout une communauté qui se reconstruit et retrouve la confiance de se projeter dans l'avenir.

Mais si vous me permettez d'insister sur un point, le plus gros défi n'est pas de reconstruire des bâtiments ou de répertorier des pertes.

Le plus gros défi, c'est de combattre les préjugés.

Einstein disait qu'il est plus facile de désintégrer un atome qu'un préjugé, et dans trop de médias et dans trop de conférences internationales – même à haut niveau – j'entends cette rhétorique fallacieuse qui prétend que dans l'urgence il faut « choisir entre la protection des vies humaines et la sauvegarde du patrimoine. »

C'est faux.

Cet argument est un alibi pour ne rien faire, et un aveuglement face aux objectifs des belligérants qui savent parfaitement ce qu'ils font lorsqu'ils s'en prennent au patrimoine.

La conférence d'aujourd'hui doit permettre d'ouvrir les yeux sur cette réalité.

Ladies and Gentlemen,

Recent events show the limits of 'hard power' and exclusively military approaches to conflicts.

Armed force is not enough to build the rule of law.

Force is never enough to strengthen confidence and resilience, which are the surest foundations for lasting peace.

For this, I am convinced we need new forms of 'soft power', we need to unlock the full power of culture -- to play a bridging role, to foster mutual understanding, to deepen dialogue and reconciliation within and between societies.

Let me be clear, this is not a simple proposition.

To undertake this challenging task, Member States, along with UNESCO and all relevant cultural professions must stand together and act together.

In this spirit, UNESCO recently gathered more than 100 local and international heritage experts, to mobilise the international community to safeguard Syria's cultural heritage

UNESCO will continue to make this message at the global level -- I see a first encouraging step in recognition by the United Nations Security Council of the

importance of protecting Syria's cultural heritage to rebuild peace tomorrow, in the resolution adopted earlier this year.

To move forward, we need to rally new allies to the cause, to turn the promise of peace through culture into reality.

I see new allies in engaging with non-cultural professions.

In Mali, for instance, UNESCO is supporting cultural heritage training programmes for the civilian and military personnel of the *United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali* (MINUSMA).

This is an example of how together, as one UN, we can rethink peacekeeping efforts, to integrate 'hard power' and 'soft power' to safeguard the common heritage of humanity.

These efforts need to move forward together, because preserving heritage has key value for peacebuilding and peacekeeping.

This is true after conflict, to heal wounds and rebuild.

It is also true during conflict, when we must seek to safeguard both tangible and intangible cultural heritage, along with manuscripts and archives, which carry the memory of a people and are part of the story of all women and men.

This heritage is an irreplaceable wellspring of knowledge and inspiration -- to remember and learn from the past, to fight against manipulation, prejudice and ignorance, to prepare the ground for reconciliation and peace.

I see this as the core mission of UNESCO – to lay the foundations for lasting peace by building on the cornerstones of respect for others, respect for their rights and dignity, respect for their history and contribution to all humanity.

The French statesman George Clemenceau once said:

The art of living together is much more complex than the art of war.

In all its diversity, culture is what makes 'living together' possible – it is a cohesive force for societies, and it is a binding force for all humanity.

But this does not happen by itself.

It takes the right commitment and the right policies, on the basis of human rights, to make culture a source of dialogue, reconciliation and, ultimately, peace.

This is the responsibility of Governments, and it is the task we all share, with the civil society equally.

We have the instruments.

We need greater financial and political means to use them effectively.

We need stricter rules and stronger sanctions against all those who attack the heritage of humanity.

This is why this Conference is so timely – to help us identify new measures, to move forward together.

In this spirit, I thank you all once again, for sharing your experience and vision.

Thank you for your attention.